

Les banques participatives au Maroc : enjeux et perspective d'évolution ?

Participatory banks in Morocco: challenges and perspective of evolution?

AHMAME Meryem

Doctorante

Université Mohamed Premier Oujda

Economie Sociale et Solidaire et Développement Local

Maroc

ahmamemeryem@yahoo.fr

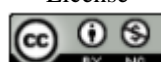
Date de soumission : 14/07/2023

Date d'acceptation : 15/08/2023

Pour citer cet article :

AHMAME M. (2023) « Les banques participatives au Maroc : enjeux et perspective d'évolution ? », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 4 : Numéro 8 » pp : 111 - 119.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Lors de l'émergence de la finance islamique dans le monde, de nombreuses personnes ont opté pour ce mode de financement, c'est là que la banque islamique dite participative au Maroc est agréée pour commencer à opérer des opérations courantes. Notre article vise à analyser l'évolution des produits participatifs qui existent actuellement et leurs perceptions chez le client marocain. Notre travail repose aussi sur une revue de la littérature des derniers travaux similaire à notre article, puis nous identifierons les produits participatifs de agréés et autorisé au Maroc par le CSO (Conseil Supérieur des oulémas) jusqu'à présent, dans la deuxième étape, notre article examinera les perspectives des banques participatives au Maroc, une industrie en pleine croissance depuis son introduction en 2017. Les banques participatives sont de plus en plus populaires auprès des consommateurs marocains en quête de produits financiers éthiques et responsables. Bien que les défis tels que la concurrence avec les banques traditionnelles et la sensibilisation du public persistent, nous allons analyser les perspectives de croissance des banques participatives au Maroc.

Mots clés : Banque ; Participative ; perception ; enjeux ; produits.

Abstract

With the emergence of Islamic finance around the world, many people opted for this mode of financing, and it was at this point that the so-called participatory Islamic bank in Morocco was licensed to start operating on a day-to-day basis. Our article aims to analyze the evolution of participatory products currently available and their perception by Moroccan customers. Our work is also based on a literature review of the latest works similar to our article, then we will identify the participatory products of approved and authorized in Morocco by the CSO (Conseil Supérieur des oulémas) so far, in the second step, our article will examine the prospects of participatory banks in Morocco, a growing industry since its introduction in 2017. Participatory banks are becoming increasingly popular with Moroccan consumers looking for ethical and responsible financial products. Although challenges such as competition with traditional banks and public awareness persist, we will analyze the growth prospects for participatory banks in Morocco.

Keywords: Participative; perception; issues; products.

INTRODUCTION

Les banques participatives, également connues sous le nom de banques islamiques, sont un concept relativement nouveau au Maroc. Depuis leur introduction en 2017, ces institutions financières ont connu une croissance rapide, répondant à une demande croissante pour des produits financiers plus éthiques et responsables. Conformément aux principes de la charia, les banques participatives offrent des alternatives aux produits et services financiers traditionnels, tels que le financement participatif.

Depuis l'adoption de la loi 103.12 relative aux banques participatives en 2014, le Maroc s'est lancé dans une expérience ambitieuse : devenir un hub de la finance islamique en Afrique. Cette nouvelle forme de finance, qui repose sur des principes éthiques et religieux, commence à prendre de l'ampleur dans le paysage bancaire marocain. Les banques participatives, également appelées banques islamiques, se différencient des banques conventionnelles par leur mode de fonctionnement basé sur le partage des risques et des bénéfices. Les banques participatives offrent des produits et services adaptés aux principes de la charia, tels que le financement participatif, la finance de projet, la location avec option d'achat (Ijara), la vente avec marge (Murabaha) ou encore le partenariat (Musharaka). Les activités des banques participatives sont recommandées par un comité de supervision des opérations de la finance participative, placé sous la tutelle de Bank Al-Maghrib, la banque centrale marocaine.

Les banques participatives ont commencé à se développer au Maroc depuis. Le premier établissement à ouvrir ses portes est Bank Assafa, filiale du groupe bancaire Attijariwafa Bank. D'autres banques ont rapidement suivi, telles que Umnia Bank, filiale de la Banque Centrale Populaire, et la Banque Participative du Maroc, filiale de la Société Générale.

L'objectif de cet article, est de répondre à la problématique suivante : « quelles sont les enjeux et les perspectives d'évolution des banques participatives au Maroc ? Pour ce faire nous allons définir les produits participatifs actuellement agréés par le Conseil Supérieur des Oléms, et nous explorerons les perspectives des banques participatives au Maroc en examinant les raisons de leur popularité croissante, leurs avantages pour les consommateurs marocains, ainsi que les défis et les opportunités qui se présentent à elles.

1. Historique de la finance participative

1.1. Période du prophète

A cette époque, les transactions financières étaient conclues entre les personnes dans des lieux dédiés au commerce et encadrées par les principes moraux et les règles du Coran et de la Sunnah. Ainsi, les produits financiers participatifs ont été largement utilisés¹.

1.1.1 Le contrat Mudaraba

Le contrat Mudaraba a été signé entre le Prophète Muhammad (صلى الله عليه وسلم) et Khadija (رضي الله عنها), par lequel le Prophète (صلى الله عليه وسلم) a fourni ses efforts et son travail et Khadija (رضي الله عنها) a apporté le capital et les bénéfices répartis selon des parts préalablement convenues².

1.1.2 Le contrat Ijara

Le contrat Ijarah, Ijarah Khadamate pour être exact, a été signé entre le Prophète Muhammad (صلى الله عليه وسلم) et les travailleurs qu'il a embauchés en échange du montant convenu pour une période de temps déterminée³.

¹ <https://www.alyoustr.ma/ar/node/9824>

² <https://www.alyoustr.ma/ar/node/9824>

³ <https://www.alyoustr.ma/ar/node/9824>

1.2. La période après le prophète

Cette période correspond à l'ère des Califes et successeurs du Prophète (صلى الله عليه وسلم) et à l'ère des Imams des écoles islamiques de jurisprudence et se termine avec l'ère de l'Islam contemporain.

Pendant tout ce temps, les transactions commerciales sont basées sur les principes moraux et les textes du Coran et de la Sunnah du Prophète. En plus d'autres principes basés sur le raisonnement par analogie, l'intérêt public, l'approbation tacite et les coutumes acceptées tout en considérant l'évolution des événements dans le temps et dans le lieu, ont conduit à la naissance de nombreux produits innovants et réinventés appartenant aux oulémas.

1.3. L'époque moderne

Suite à la mise en place des premières banques participatives structurées en 1975, à savoir la Banque Islamique de Dubaï et la Banque Islamique de Développement, la finance participative a pris un caractère institutionnel structuré à l'architecture basée sur les règles de la charia.

La finance participative aujourd'hui est présente dans plus de 131 pays et comprend les banques, les assurances Takaful et les marchés de capitaux (fonds d'investissement, Sukuk et actions).

Figure N°1 : La finance participative au Monde



Source : ICD-REFINITIV ISLAMIC FINANCE DEVELOPMENT INDICATOR 2019⁴

1.4. Naissance de la finance participative au Maroc⁵

La finance participative, a vu le jour au Maroc suite à une série de réformes législatives et réglementaires entreprises par le gouvernement dans le but de diversifier le secteur financier et de répondre à la demande croissante pour des produits financiers éthiques et conformes à la charia.

La première étape de cette évolution a été la mise en place d'une commission ad hoc en 2010, chargée d'étudier la compétence de l'introduction de la finance participative au Maroc. Suite à ses recommandations, le gouvernement marocain a effectué des démarches pour créer un cadre réglementaire approprié pour ce type d'institutions financières.

⁴ <https://www.alyoustr.ma/fr/finance>

⁵ <https://www.alyoustr.ma/fr/finance>

En janvier 2014, la loi 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés a été adoptée, autorisant l'ouverture d'établissements de crédit adaptés aux principes de la charia. Cette loi constitue le fondement juridique permettant la création de banques participatives au Maroc.

Par la suite, la Banque Centrale du Maroc (Bank Al-Maghrib) a émis les textes d'application et les circulaires nécessaires pour encadrer les activités des banques participatives, en veillant à leur conformité aux principes de la charia.

C'est ainsi qu'en 2017, les premières banques participatives ont vu le jour au Maroc. Le pays a lancé progressivement des produits et services financiers adaptés aux principes de la charia, tels que le financement participatif, les comptes d'épargne sans intérêt et les opérations de leasing islamique.

Lors, depuis que le secteur de la finance participative au Maroc a connu une croissance rapide, avec de nouvelles institutions financières participatives qui se sont définies sur le marché, proposé une gamme de produits et de services innovants pour répondre aux besoins des consommateurs et des entreprises marocaines.

1.5. Les produits de la finance participative

Les banques participatives offrent une variété de produits et de services présentés comme suit :

1.5.1. Les produits participatifs basés sur le principe de partage des profits et des pertes

- La Mudaraba :
- La Mucharaka

1.5.2. Les produits basés sur le principe du coût plus une marge bénéficiaire

- Murabaha
- Ijarah
- Ijarah Wa Iqtinae
- Qard Hassan
- Istisnae
- Salam

1.5.3. Les autres produits de financement islamique

- Sukuk

2. Les atouts et les faiblesses de la finance participative

Les banques participatives constituent un secteur naissant, avec 8 institutions bancaires, une demi-douzaine de compagnies d'assurance Takaful et quelques établissements opérant sur le marché des capitaux. Mais ce secteur, c'est aussi les milliers de TPE et PME, dont 40% ne prennent pas de crédit à la banque, et dont 58,2% de cette catégorie déclarent s'abstenir pour des raisons religieuses, selon la dernière étude d'Abwab. C'est un vrai vivier pour les banques participatives. Vous savez que dans le financement conforme à la charia, on ne prête pas à l'entreprise en créditant son compte mais qu'on achète pour son compte moyennant une revente à tempérament incluant une marge commerciale ferme et irrévocable, qui tient compte de l'échéance arrêtée pour le remboursement, et j'ai pris là l'exemple de la Mourabaha. Pour l'Ijara, ce principe est encore plus manifeste. C'est ainsi qu'on finance directement la création de valeur par les producteurs économiques.⁶

⁶ (Entretien avec Abderrahmane Lahlou, président de l'Académie de la finance participative (APAF))

3. Les enjeux et les perspectives des banques participatives au Maroc

3.1. Les enjeux des banques participatives au Maroc

La finance participative est une industrie en plein essor au Maroc, mais elle est confrontée à plusieurs enjeux actuels. Voici quelques-uns des principaux enjeux :

- **Sensibilisation du public** : Bien que la finance participative ait connue une croissance rapide depuis son introduction en 2017, de nombreux Marocains ne connaissent pas encore bien les avantages de ces produits financiers éthiques. La sensibilisation du public est donc un enjeu majeur pour les banques participatives, qui doivent investir dans des campagnes de communication pour mieux faire connaître leurs produits et services.
- **Concurrence avec les banques traditionnelles** : Les banques traditionnelles dominent le marché financier marocain, et les banques participatives doivent rivaliser avec elles pour attirer des clients. Les banques participatives doivent donc proposer des produits et services innovants et compétitifs pour se différencier de leurs concurrentes.
- **Réglementation** : Les banques participatives sont réglementées par la Banque Centrale du Maroc, qui veille à ce qu'elles respectent les normes de la charia. Cependant, des ajustements réglementaires sont nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques de ce secteur émergent.
- **Accès aux financements** : Les banques participatives ont besoin de fonds pour financer leurs activités et leur expansion. Cependant, elles sont confrontées à des difficultés pour accéder à des financements, en particulier des financements à long terme, ce qui limite leur capacité à développer leur activité.
- **Formation et recrutement de personnel** : Les banques participatives ont besoin de personnel qualifié et bien formé pour gérer leurs activités, mais il y a un manque de professionnels ayant une expertise en finance participative au Maroc. Les banques participatives doivent donc investir dans la formation et le recrutement de personnel qualifié pour faire face à cette pénurie de compétences.

3.2. Les perspectives d'évolutions des banques participatives

Je dirais une meilleure bancarisation des particuliers et des entreprises, une réapparition de l'argent thésaurisé ou immobilisé dans du foncier et son intégration dans le circuit économique productif mais également l'émergence d'initiatives de création ou d'extension d'activités économiques. Et enfin, l'attrait de capitaux et étrangers de pays musulmans qui s'abstenaient d'investir au Maroc faute de banque islamique pour le dépôt et la gestion de leurs fonds.

Dans l'ensemble, les perspectives des banques participatives au Maroc sont positives. Avec une demande croissante pour des produits financiers plus éthiques et responsables, les banques participatives sont bien placées pour répondre à cette demande et pour aider à stimuler la croissance économique au Maroc. Il est probable que de plus en plus de consommateurs et d'entreprises se tourneront vers les banques participatives à l'avenir, ce qui devrait contribuer à la croissance et à l'expansion de ce secteur dans le pays.

Depuis leur lancement, les banques participatives ont connu une croissance rapide, attirant un grand nombre de clients et de dépôts. Selon les derniers chiffres publiés par Bank Al-Maghrib, la banque centrale marocaine, les banques participatives ont enregistré une croissance de 62% de leurs dépôts et de 50% de leurs financements en 2020.

Cette croissance rapide est due à plusieurs facteurs. Tout d'abord, les banques participatives offrent une alternative aux services bancaires traditionnels, qui ne sont pas accessibles à tous les citoyens marocains en raison de leur coût élevé et de la complexité de leurs produits et services. Les banques participatives, en revanche, offrent des produits et des services simples, transparents et abordables, qui répondent aux besoins financiers des populations les plus défavorisées.

En outre, les banques participatives ont bénéficié d'un environnement réglementaire favorable, qui leur a permis de se développer rapidement et de manière efficace.

Depuis l'adoption de la loi relative aux banques participatives en 2014, le Maroc s'est lancé dans une expérience ambitieuse : devenir un hub de la finance islamique en Afrique. Cette nouvelle forme de finance, qui repose sur des principes éthiques et religieux, commence à prendre de l'ampleur dans le paysage bancaire marocain. Les banques participatives, également appelées banques islamiques, se différencient des banques conventionnelles par leur mode de fonctionnement basé sur le partage des risques et des profits.

Plusieurs produits et services conformes aux principes de la charia sont proposés par les banques participatives, tels que le financement participatif, la finance de projet, la location avec option d'achat (Ijara), la vente avec marge (Murabaha) ou encore le partenariat (Musharaka). Les activités des banques participatives sont encadrées par un comité de supervision des opérations de la finance participative, placé sous la tutelle de Bank Al-Maghrib, la banque centrale marocaine.

Selon une étude récente réalisée par le cabinet de conseil PwC, le marché des banques participatives au Maroc a le potentiel d'atteindre 10% de part de marché dans les années à venir. La même étude prévoit que le marché de la finance participative au Maroc pourrait atteindre un encours de 50 milliards de dirhams (environ 4,5 milliards d'euros) à l'horizon 2023.

Les banques participatives ont commencé à se développer au Maroc depuis 2017. Le premier établissement à ouvrir ses portes est Bank Assafa, filiale du groupe bancaire Attijariwafa Bank. D'autres banques ont rapidement suivi, telles que Umnia Bank, filiale de la Banque Centrale Populaire, et la Banque Participative du Maroc, filiale de la Société Générale.

Les banques participatives rencontrent toutefois encore des défis pour se développer pleinement. L'un des principaux obstacles est la faible connaissance des produits et des principes de la finance participative par le grand public. Les banques participatives doivent donc faire un effort important pour informer les clients potentiels et les sensibiliser aux avantages de cette forme de finance.

Un autre défi majeur est la concurrence avec les banques conventionnelles, qui ont une longueur d'avance et une notoriété bien établie auprès des clients. Les banques participatives doivent donc proposer des produits innovants et attractifs pour séduire une clientèle plus large.

Malgré ces défis, les perspectives des banques participatives au Maroc sont prometteuses. Le gouvernement marocain est résolument engagé dans le développement de la finance participative, qui est vue comme un vecteur de croissance économique et de création d'emplois. Les banques participatives ont donc un rôle important à jouer dans le développement économique du pays et dans la diversification de l'offre bancaire.

3.3. La perception des banques participatives par les marocains

La perception des Marocains envers les banques participatives est en train de changer de manière positive. Au début, il y avait une certaine méfiance de la part de certains consommateurs, qui n'étaient pas familiers avec les produits et services financiers islamiques. Cependant, depuis l'introduction des banques participatives au Maroc en 2017, de plus en plus de Marocains sont en train de découvrir les avantages de ces institutions financières.

Les Marocains sont de plus en plus conscients de l'importance de l'éthique et de la responsabilité sociale dans le domaine des services financiers. Les banques participatives, qui fonctionnent conformément aux principes de la charia, permettent une alternative éthique et responsable aux banques traditionnelles. Les produits et services proposés par les banques participatives sont conçus pour être plus justes, plus équitables et plus transparents que ceux proposés par les banques traditionnelles.

Les petites et moyennes entreprises sont particulièrement adaptées par les banques participatives, car elles offrent des produits et services financiers mieux adaptés à leurs besoins. Les banques participatives sont également populaires auprès des jeunes, qui sont plus sensibles aux enjeux éthiques et environnementaux.

Dans l'ensemble, la perception des Marocains envers les banques participatives est en train de changer de manière positive. De plus en plus de Marocains sont en train de découvrir les avantages de ces institutions financières et de s'intéresser aux produits et services qu'elles proposent. Il est probable que ce secteur connaîtra une croissance rapide dans les années à venir, en réponse à la demande croissante de services financiers éthiques et responsables au Maroc.

Conclusion

En conclusion, les banques participatives au Maroc ont connu une croissance significative depuis leur introduction en 2017, répondant à une demande croissante de produits financiers éthiques et responsables.

C'est le fruit d'une volonté politique de diversifier le secteur financier et de répondre à la demande croissante de produits financiers éthiques. Grâce à la mise en place d'un cadre réglementaire adapté, le Maroc a réussi à créer un environnement propice à l'épanouissement de ce secteur en pleine expansion.

Cependant, malgré leur progression rapide, elles sont confrontées à plusieurs enjeux qui suscitent une attention particulière.

L'un des principaux défis est la sensibilisation du public. Bien que de plus en plus de Marocains se tournent vers les banques participatives, beaucoup restent encore peu informés sur les avantages et les principes qui sous-tendent cette industrie. Les banques participatives doivent donc investir davantage dans des campagnes de communication pour éduquer le public sur les bienfaits de leurs produits et services.

La concurrence avec les banques traditionnelles est un autre enjeu majeur. Les banques participatives doivent continuer à innover et à proposer des produits et services compétitifs pour attirer davantage de clients. Elles doivent également surmonter les obstacles réglementaires et améliorer l'accès aux financements pour soutenir leur expansion.

Cependant, malgré ces défis, les perspectives d'évolution des banques participatives au Maroc restent prometteuses. Avec une demande croissante pour des produits financiers éthiques et responsables, les banques participatives sont bien proposées pour continuer à se développer dans les années à venir.

De plus, le gouvernement marocain montre un intérêt croissant pour le secteur, ce qui pourrait se traduire par des ajustements réglementaires favorables. Les banques participatives peuvent également saisir l'opportunité de soutenir le développement économique du Maroc en favorisant l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises, ainsi que pour les projets socialement responsables.

En conclusion, les banques participatives au Maroc ont une voie prometteuse devant elles, mais elles doivent relever les défis actuels pour réaliser leur plein potentiel. Avec un engagement continu envers l'éthique, la transparence et la responsabilité sociale, les banques participatives peuvent jouer un rôle essentiel dans la construction d'un système financier plus inclusif et durable au Maroc. L'avenir de ce secteur émergent dépendra de la capacité des acteurs du marché à surmonter ces défis et à saisir les opportunités qui se présenteront pour façonner le paysage financier du Maroc dans les années à venir.

BIBLIOGRAPHIE

- Fredj Jawadi, (2012), "LA FINANCE ISLAMIQUE EST-ELLE À L'ABRI DE LA CRISE FINANCIÈRE GLOBALISÉE ?", Revue des sciences de gestion, page 123 à 132.
- Ait ouhammou, M & Ait taleb, N., & Khariss,M. (2021). LA TRANSFORMATION DIGITALE : QUEL IMPACT SUR LES METIERS BANCAIRES? CAS DES BANQUES MAROCAINES. Revue Internationale Du Marketing Et Management Stratégique,1(1). Consulté à l'adresse <http://revue-rimms.org/index.php/home/article/view/56>.
- Hasan, R.&Hassan, M. K. & AliyuS. (2020). Fintech, Blockchain and Islamic Finance: Literature Review and Research Agenda. IJIEF: International Journal of Islamic Economics and Finance, 3(1), 75-94. DOI: <https://doi.org/10.18196/ijief.212>.
- El Mezouari S & Lotfi M & Bouthir Youness. (2013).La Finance Islamique au Maroc entre réticence de la demande et perspectives de développement, Dossiers de Recherches en Economie et Gestion, Dossier Spécial, Juin 2013.
- Brgchou K, Hamimida M.(2021).La finance islamique face aux effets économiques de la crise sanitaire « COVID-19 »,Recherches et Applications en Finance Islamique, ISSN : 9052-0224 Volume 5, Numéro 1, février 2021.
- BENSAID S. & BENNIS L. (2022) «La Digitalisation : Un nouveau levier de développement de la finance islamique au Maroc ?», Revue Internationale des Sciences de Gestion «Volume 5 : Numéro 3» pp : 1 053 –10702.

Webographie

- www.bkam.ma: site officiel de Bank Al-MaghribTaki, (2015). <https://www.ladissertation.com/Sciences-Economiques-et-Sociales/Sciences-%C3%89conomiques/L'%C3%89conomie-Islamique-210375.html>JaouadiSaid,(2014).
- https://www.academia.edu/25239501/Comparaison_de_lefficacit%C3%A9_et_lefficience_des_Banques_islamiq_ues_et_conventionnels_cas_de_lIndon%C3%A9sieAlcouffeEtienne,(2019).
- [https://junto.fr/blog/fintech/Tobias A&Natalucci F,\(2020\).](https://junto.fr/blog/fintech/Tobias_A&Natalucci_F,(2020).) La crise de la COVID-19 menace la stabilité financière (imf.org)CELINE TABBAL(2021) La crise sanitaire, accélérateur de la transformation digitale -Blog (cirrus-shield.fr)Mohammed Drissi Melyani,(2020)l'année de la digitalisation ? (menara.ma) Revue Française d'Economie et de GestionISSN: 2728-0128Volume 4: Numéro 3Revue Française d'Economie et de Gestion www.revuefreg.frPage 85Antoine Crochet-Damais2021 Comment le Covid-19a catapulté la digitalisation du travail... en chiffres (journaldunet.com)REHMAN,(2020)
- <https://www.undp.org/frblog/la-finance-islamique-sattaque-covid-19>Institut numérique, (2013)
- <https://www.institut-numerique.org/i1-les-principes-de-la-finance-islamique-5266b9258d022>2013Andlil,(2013)Qu'est ce qu'une obligation islamique ? (andlil.com)Amzal Ali,(2023)
- <https://lexpressiondz.com/index.php/nationale/digitalisation-et-finance-islamique-en-priorite-364547b>Smart,(202)
- <https://www.brother.fr/blog/transformation-digitale/2021/les-fintech-et-la-transformation-digitale>BudgetBanque.
- <https://www.budgetbanque.fr/banque/open-bankingdefinition#:~:text=Open%20banking%20est%20un%20terme%20anglais>BlingMedia,(2022)
- <https://www.bling.eu/media/open-banking/3>.

Thèse

- BENLAHMARI. (2010):«La finance islamique face à la crise financière» Mémoire de recherche appliquée - Business School INSEEC -Paris Bordeaux